

Le réveil des frontières, un regard missionnaire

EVERT VAN DE POLL, AVRIL 2022

TANT L'INVASION RUSSE QUE LE FLOT DE REFUGIES UKRAINIENS démontrent, de façon douloureuse, l'importance de frontières reconnues et protégées d'une part, et d'autre part, l'importance de frontières ouvertes qui ne ferment pas les portes d'un pays aux personnes dans le besoin provenant d'autres pays. Comment garder l'équilibre entre fermeture et ouverture ?

Cette question est devenue de plus en plus importante ces dernières années. D'une part, des voix s'élèvent partout réclamant davantage de contrôles aux frontières, des restrictions à l'immigration, et plus de barrières à l'importation de biens en provenance d'autres pays – le gaz russe, par exemple. La tendance est à la souveraineté. Les spécialistes en « science po » parlent du « réveil » des frontières politiques, économiques et culturelles au sein de l'Europe et autour l'Europe, qui divisent les populations. Et ce, en dépit de l'intégration européenne dans la paix et le rapprochement des peuples, qui se font en même temps et dont nous mesurons l'importance.

Nous allons explorer le « réveil des frontières » et le mettre en rapport avec la mission de l'Église dans le monde. Car ce phénomène nous interroge, en tant que chrétiens, porteurs d'un message universaliste destiné à toute l'humanité. Quel est notre regard sur les tendances qui renforcent les frontières ?¹

Terre de la frontière

Depuis que les armées d'invasion russes ont franchi la frontière ukrainienne, plus de trois millions et demi de réfugiés ukrainiens ont franchi les frontières de l'Europe, fuyant la violence de la guerre et la destruction de leur pays.

Dans toute l'Europe, on assiste à une vague spontanée de solidarité et d'aide matérielle en faveur des nombreux personnes déplacés et de la population des villes assiégées dans ce pays dont le nom, remarquablement, signifie « pays ou terre de la frontière ».

Si l'on compare ces images à celles d'il y a quelques mois encore, lorsque des milliers de réfugiés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont été bloqués dans un froid glacial à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, hermétiquement fermée par des militaires et avec le soutien de l'Union européenne, on voit bien les paradoxes des frontières au sein de l'Europe.

Frontières ouvertes ou protégées

Premier paradoxe, des frontières ouvertes versus des frontières protégées. Au sein de l'espace dit de Schengen, du nom du village luxembourgeois où l'accord de Schengen a été signé en 1985, une zone sans passeports et sans contrôles aux frontières a été créée, englobant la majeure partie de l'Union européenne (UE) plus la Norvège – mais hormis le Royaume-Uni et les Balkans. C'est l'une des plus

belles réussites de l'intégration européenne et un bon reflet de ce que ce projet implique.

Nous aimerions bien pouvoir continuer à communiquer avec tout le monde, franchir les frontières librement et voyager au moindre coût dans tous les pays. De ce point de vue, on apprécie les fruits de la mondialisation dont on déplore souvent les causes. Alors que l'internet, les télécommunications et les réseaux sociaux sont transfrontaliers par nature, les gouvernements tentent toujours de restreindre l'influence de ces médias dès lors qu'il y a une menace de l'extérieur.

Dans le même temps, le sentiment général est que cette zone de frontières ouvertes doit être sécurisée par le renforcement de ses frontières extérieures. La crise des réfugiés de 2015, quand plus d'un million de Syriens ont cherché refuge en Europe occidentale, la vague d'attentats terroristes sur le territoire européen, et la pandémie mondiale de Covid-19 ont mis à mal l'idéal de l'accord de Schengen. De nombreux gouvernements s'accordent sur la nécessité de réformer les règles régissant la zone sans passeports. Ils demandent également une révision de la convention de Dublin, en vertu de laquelle les immigrants qui franchissent la frontière extérieure de l'UE dans un pays et y obtiennent le statut de réfugié peuvent ensuite se rendre librement dans le reste de l'UE. En bref, il y a un sentiment croissant que l'Europe dans son ensemble doit se protéger d'une vague d'immigration incontrôlée venant de l'extérieur.

En outre, lorsque le sentiment d'identité et de sécurité nationales est menacé, même les frontières de l'espace Schengen sont rapidement renforcées. En mars

¹ Cet article est une version élaborée de mon article 'The Return of the Borders in Europe', publié dans *Vista*, le e-magazine sur la recherche et la pratique de la mission en Europe (Issue 41, Avril 2022, p. 1-4). Lien <https://www.europeanmission.redcliffe.ac.uk/>

2020, alors que la pandémie se propageait, les pays européens ont repris les contrôles aux frontières qui avaient été supprimés depuis longtemps. Ils se sont fermés les uns aux autres de manière non coordonnée, ce qui a profondément perturbé le marché intérieur unique de l'UE, ses chaînes d'approvisionnement et la circulation des personnes. Ils ont immédiatement eu recours aux mesures sanitaires au niveau national, par opposition à une approche européenne unifiée, à laquelle on aurait pu s'attendre après des décennies de coopération dans une zone sans frontières. Par exemple, les décideurs politiques ne cherchaient pas à obtenir suffisamment de vaccins pour l'ensemble de l'Europe, ils voulaient simplement en avoir assez pour tous les habitants de leur propre pays.

Européens et non-Européens

Cela nous amène au deuxième paradoxe. Dans l'espace économique ouvert d'une Europe intégrée, beaucoup voient les avantages de la libre circulation des biens, des services et des capitaux. Et l'on apprécie généralement la libre circulation des personnes, du moins tant qu'il s'agit d'Européens. Dans le même temps, l'afflux d'investisseurs en provenance de Chine (et certains ajouteraient un virus en provenance de Chine), de vaccins en provenance des États-Unis et, récemment, de gaz en provenance de Russie, suscite des craintes croissantes, car il nous rend de plus en plus dépendants de puissances extérieures à l'UE.

Au sein de la population ainsi que dans la classe politique, les appels à la souveraineté, soit-elle politique, économique, alimentaire, ou industrielle, se multiplient. Toutefois, les avis divergent quant à savoir si cette souveraineté ou cette autosuffisance doit être obtenue au niveau national ou à un niveau commun, celui de l'UE. Quoi qu'il en soit, une plus grande souveraineté dans « notre pays à nous », ou bien dans « notre Europe à nous », implique en tout cas plus de contrôles et plus de moyens de protection aux frontières.

Les réfugiés fuyant la guerre et les persécutions dans d'autres parties du monde et demandant l'asile en Europe pourront toujours franchir les frontières extérieures de l'Europe et trouver refuge, le droit d'asile ne sera pas affecté puisqu'il est garanti et par la législation des pays et par les traités européens. Pour les migrants dits économiques, cependant, les gouvernements nationaux et l'UE imposent de plus en plus de restrictions. Le regroupement familial des migrants est en cours de discussion. Il existe des appels à suivre des cours d'intégration à l'ambassade du pays d'origine avant de venir en Europe.

Les gouvernements européens exigent de plus en plus que les migrants s'intègrent à la culture dominante du pays. Pour une partie croissante de la population, cela ne suffit pas ; elle est dérangée par le

fait que nombre de migrants s'accrochent à leur propre culture, mêlée à leur religion. Ils craignent qu'un afflux continu de migrants non européens ne perturbe la paix sociale, voire ne mette en danger la sécurité culturelle de la population autochtone – d'autant plus que la croissance démographique des Européens de souche est bien inférieure à celle des communautés issues de l'immigration.

En réponse à cette préoccupation d'une partie de leur population, plusieurs gouvernements ont déjà rétabli les contrôles de passeport le long des frontières intérieures de l'UE. Ils ont aussi érigé des clôtures en fil de fer barbelé et même plus de 1 000 km de murs en béton le long des frontières extérieures de l'UE pour mieux « réguler » l'afflux d'immigrants : entre la Pologne et le Belarus, aux frontières hongroises et slovènes avec la Croatie, le long de la rivière Euro et des montagnes séparant la Grèce et la Bulgarie de la Turquie, et autour des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc.

À cela s'ajoutent les « mur » maritimes, encore plus étendus, de navires qui contrôlent toute la Méditerranée, ainsi que les « murs » virtuels à travers les mers et les systèmes de contrôle dans les aéroports. Tout cela constitue ce que l'on appelle la forteresse Europe. La sécurité est confiée à une agence européenne spéciale, Frontex, qui est constamment renforcée. Mais les différents pays situés aux frontières de l'UE renforcent également la sécurité de leurs frontières par des policiers et militaires nationales.

Depuis le Brexit, le Royaume-Uni est en dehors de cette forteresse, comme en font l'expérience les migrants bloqués du côté français de la Manche, souvent au péril de leur vie.

Deux mentalités frontalières

Tous ces développements récents illustrent ce que l'on a appelé « le retour » ou « le réveil des frontières ». Elles vont à l'encontre de l'idéal d'une Europe sans frontières intérieures, si cher aux libéraux économiques qui prônent le libre-échange dans un marché en voie de mondialisation, aux libéraux progressistes qui prônent une société multiculturelle et des cosmopolites qui vont partout mais ne sont chez eux nulle part, et aux écologistes qui prônent une approche transnationale des grands problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, comme le changement climatique.

Au contraire, les mêmes évolutions sont saluées et encouragées par les patriotes, les souverainistes et les nationalistes de toutes couleurs qui ont ceci en commun qu'ils veulent défendre les intérêts économiques nationaux avant tout, par exemple, contre la délocalisation d'industries vers d'autres pays où les salaires sont moins élevés. Beaucoup de patriotes veulent également protéger l'identité culturelle traditionnelle de leur pays, par exemple, contre l'influence de l'islam. Ils sont sceptiques quant à l'intégration européenne, qu'ils considèrent comme un instrument de la

mondialisation dans laquelle les pays du vieux continent seraient les perdants.

Ces deux réactions illustrent bien l'émergence d'une nouvelle frontière politique traversant toute l'Europe et devenant de plus en plus claire : entre les personnes qui ont une mentalité de frontière ouverte (cosmopolites, progressistes, pro-européens, sociétés multinationales, etc.) et celles qui ont une mentalité de frontière protégée (nationalistes, eurosceptiques, conservateurs). En France, ce clivage est clair et net, au regard du résultat du premier tour des élections présidentielles (Nous écrivons ces lignes avant le deuxième tour.)

Frontières culturelles

Le dernier constat montre bien qu'à part les frontières géographiques, il existe d'autres types de frontières ou de limites entre les personnes qui sont très importants dans la société : frontières économiques, culturelles et démographiques ou ethniques.

Nous nous limiterons à l'Europe. Dans cette partie du monde, les frontières linguistiques sont si importantes que l'UE n'a même jamais essayé de les abolir. Au contraire, l'un de ses objectifs est de reconnaître toutes les langues sur un pied d'égalité, et de les permettre à fonctionner. Il y a ensuite les frontières culturelles entre les différents pays d'Europe et, à plus grande échelle, entre les Européens du Nord et du Sud, entre les Européens de l'Est et de l'Ouest, entre les cultures régionales au sein d'un État-nation. De nombreuses personnes sont attachées à leur culture et à leur langue régionale, certaines au point de souhaiter une autonomie politique, voire l'indépendance (Catalogne, Écosse, Corse, Flandre). C'est cet attachement à une identité culturelle « propre », souvent mêlée à une identité religieuse, qui a conduit aux guerres successives en ex-Yougoslavie (1992, 1995, 2002) et à la division de ce territoire en sept États (dont le dernier, le Kosovo, n'est pas reconnu par tous les pays européens).

L'UE et surtout le Conseil de l'Europe ont beaucoup fait pour protéger les différentes langues et cultures. En même temps, ils encouragent tous les Européens à voir la richesse de cette diversité et à découvrir les cultures des autres Européens, conforme à la devise de l'UE, « unité dans la diversité ». C'est pourquoi ils ont développé plusieurs moyens de rencontre culturelle au niveau européen, comme la désignation d'une capitale européenne de la culture chaque année, et notamment les programmes Erasmus d'échange entre étudiants et enseignants des cours universitaires dans toute l'Europe.

Toutefois, cet idéal de « diversité réconciliée » dans une Europe intégrée n'a pas permis de résoudre les tensions liées à d'autres frontières culturelles au sein des pays : entre les autochtones et les nouveaux arrivants non européens, entre les populations minoritaires et majoritaires. Ces frontières sont

renforcées par les divisions géographiques dans les zones urbaines entre, par exemple, les communautés de migrants et les populations autochtones. En tant qu'Européens, nous aimons maintenir l'image d'une société tolérante, et nous n'aimons donc pas l'idée de « ségrégation » comme on dit aux États-Unis, mais force est de constater que cela est une réalité dans de nombreux endroits, plus que nous ne le voudrions voir ou admettre.

Postures missionnaires

Dans ce contexte, nous rappelons le changement majeur dans la pensée et la pratique de la mission chrétienne qui s'est produit depuis la décolonisation dans les années 1960. Jusqu'alors, les missionnaires occidentaux exportaient à la fois l'Évangile et leur culture occidentale, presque comme un ensemble cohérent. Ils pensaient que c'était une bonne chose pour les destinataires du message que d'adopter le mode de vie européen, qui porte la marque de la christianisation. Les réalisations de la société européenne étaient synonymes de « progrès » et donc avantageux pour ces peuples évangélisés.

Dans les milieux missionnaires et dans l'Église en général, cette vision a été critiquée et largement abandonnée. La missiologie d'aujourd'hui adopte une approche ethnologique et souligne la valeur de chaque culture locale, en partant du principe que la foi chrétienne peut être exprimée dans chaque contexte culturel. En évangélisant les peuples, nous devons donc respecter leur culture et ne pas la considérer comme inférieure – comme ce fut souvent le cas dans le passé.

Pourtant, ces mêmes théologiens et missionnaires sont souvent très critiques à l'égard des Européens qui s'inquiètent de leur identité et de leur sécurité culturelle dans une société multiculturelle et multireligieuse, une crainte généralement focalisée sur l'immigration des non-Européens et la place grandissante de la culture et la religion de leur pays d'origine. Face à cela, les dirigeants d'Églises et les milieux missionnaires en particulier ont tendance à qualifier ces mouvements d'antithétiques aux valeurs chrétiennes et de dangereux pour la société. Pour les nommer, ils utilisent des termes tels que « populiste », « nationaliste » et « extrême droite » – au lieu des auto-désignations de ces mouvements. À cet égard, ils suivent le même discours que les progressistes et les libéraux, qui sont en général très critiques à l'égard de tout ce qui est traditionnellement occidental.

Si nous, en tant que disciples de Jésus, voulons servir ceux qui sont attachés à la culture européenne de leur pays et leur communiquer l'Évangile, nous devons respecter leur culture, et donc leur attachement, tout comme nous trouvons aujourd'hui nécessaire de respecter les cultures des peuples non-européens. D'autant plus que les cultures européennes ont été profondément influencées par la foi chrétienne et en portent encore beaucoup de traces, que la sécularisation et la

déchristianisation n'ont pas pu effacer. Ce lien historique entre culture européenne et foi chrétienne n'est pas quelque chose à écarter ou à considérer comme « démodée ». Dans les milieux missionnaires, on devrait être plus sensible aux préoccupations de leurs concitoyens européens qui craignent que leur culture soit menacée, voire en danger d'être submergée, en raison des changements démographiques et des conséquences culturelles de l'immigration permanente.

A la fois barrière et protection

En tant que chrétiens au service de l'Évangile et des Églises dans différents pays d'Europe, nous avons beaucoup bénéficié de la politique de l'espace Schengen, ayant la possibilité de nous déplacer librement au-delà d'anciennes frontières géographiques multi-séculaires. Le discours missionnaire va tout à fait dans le même sens, soulignant l'importance de franchir les frontières et d'abaisser les barrières entre les différents pays. Nous voulons pouvoir rencontrer les gens là où ils se trouvent, sans entrave. Le « retour des frontières » en Europe est donc davantage perçu comme un problème que comme une incitation à réviser nos points de vue.

Nous remarquons que dans les milieux missionnaires, on a une tendance à relativiser les frontières, comme si elles n'ont pas beaucoup de sens en réalité. Puisque les missionnaires ont l'habitude de traverser les frontières nationales et de communiquer l'Évangile de manière interculturelle, ils voient généralement les frontières en termes de limitations, comme des barrières.

Cet accent sur la libre circulation de l'Évangile conduit à ce que les frontières politiques soient considérées principalement comme étant sans rapport avec la portée universelle de l'Église et de l'Évangile, ou comme des obstacles gênants lorsque les missionnaires évangélistes ne peuvent pas entrer facilement dans un pays particulier. Ils résistent intérieurement à l'idée même d'un pays fermé, préférant parler de « pays à accès restreint ».

Toutefois, il ne s'agit là que d'une facette de la réalité. En même temps, les frontières sont nécessaires pour que les gens puissent vivre en sécurité – physiquement, socialement et culturellement. Les frontières indiquent qu'il existe une limite à ce que je peux considérer « à moi » ou « à nous », une limite à ce que je peux revendiquer pour moi-même ou pour mon groupe, une limite à la juridiction d'un législateur, une limite géographique à la zone où les dirigeants politiques peuvent exercer leur pouvoir. Une règle morale et juridique fondamentale de la société est que l'on ne doit pas violer l'espace vital de son voisin. C'est en respectant cet espace que les gens peuvent vivre ensemble au sein d'un pays, et que les nations peuvent vivre ensemble en paix.

Principe de base biblique

La Bible souligne cette fonction positive des frontières. La Torah a des choses assez dures à dire sur ceux qui l'ignorent. L'une des douze malédictions qui devaient être récitées à haute voix lors du renouvellement de l'alliance des Israélites avec le Seigneur Dieu est la suivante : « Maudit soit celui qui déplace la borne de son voisin ». Et tout le peuple devait dire « amen » à cela ; qu'il en soit ainsi (Deutéronome 27,17). Ce respect des frontières entre moi et le voisin est l'une des règles morales fondamentales qui doivent être observées pour permettre et sauvegarder la paix sociale.

L'invasion russe de l'Ukraine a rappelé aux citoyens de toute l'Europe que les frontières sont nécessaires à la sécurité et à la coexistence pacifique entre les peuples, et qu'elles doivent être respectées en tant que telles. L'opinion publique partout en Europe prononce massivement la malédiction du Deutéronome 27. Le défi pour les peuples d'Europe aujourd'hui est de trouver l'équilibre entre des frontières protectrices et des frontières ouvertes.

Frontières comme membranes

Cet équilibre peut se réaliser en se rendant compte d'une troisième fonction des frontières ; elles servent de lieux de contact entre « nous » et « les autres ». Cela contact peut devenir une confrontation et conduire à un conflit, mais ceci n'est pas nécessairement le cas, car les frontières sont aussi des zones d'échange et de coopération, des lieux où les gens élargissent leurs horizons et apprennent à apprécier les gens qui vivent de l'autre côté. Comme toutes les clôtures et limites, elles suscitent la curiosité de découvrir comment les choses se passent de l'autre côté, le désir de voyager et de les rencontrer, et même des tentatives d'apprendre leur langue.

Vues sous cet angle, les frontières sont une invitation à franchir nos frontières et à recevoir d'autres personnes qui sont différentes de nous. Les frontières sont des lieux de liminalité, de vie à la frontière de deux mondes, c'est grâce à elles que je réalise que mon monde n'est qu'une partie d'une réalité plus grande, plus vaste, elles induisent une certaine humilité. Vues sous cet angle, les frontières sont des lieux d'échange, où les idées, les biens et les personnes peuvent entrer et sortir. Au lieu de fonctionner comme des frontières impénétrables qui servent à éloigner les « autres » de « nous », nous devrions plutôt les considérer comme des frontières ouvertes, des passerelles permettant de rencontrer l'autre.

L'historien Richard W. Slatta décrit les frontières, les zones frontalières et les régions frontalières comme des membranes. Les membranes sont des organes ou des instruments alternativement perméables en ce qui concerne ce qui peut les traverser et ce qui ne peut pas les traverser, étant bloqué. Leur perméabilité est différente pour des directions opposées. En d'autres termes, certains biens sont autorisés à passer, comme la nourriture et les marchandises, tandis que d'autres choses,

comme les armées ou les personnes sans passeport, ne le sont pas. Les membranes ont une certaine épaisseur. Vus de loin, ils semblent fins, presque comme des lignes. Vu de près, ce sont des zones plus larges où les gens vivent et travaillent en permanence, et à travers lesquelles les biens, les personnes et les idées peuvent passer d'un bout à l'autre, créant un espace interculturel, c'est-à-dire entre les cultures.

Société responsable

En considérant les frontières comme des membranes, nous découvrons que nous ne sommes pas seuls dans ce monde. Elles deviennent ainsi des lieux où les membres de la famille humaine découvrent leurs voisins.

Cette approche est en phase avec le concept de « société responsable », développé dans l'enseignement social de l'Église catholique et les Églises réformées (notamment le courant néo-calviniste) à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Ce concept est basé sur le commandement biblique « aime ton prochain comme toi-même ». Il s'est développée dans le cadre de la pensée sociale-chrétienne, qui a influencé la pensée démocrate-chrétienne, laquelle a à son tour exercé une influence importante sur le processus d'intégration européenne conduisant à l'actuelle Union européenne. Dans cette réflexion, l'idée de charité ou bien d'amour du prochain a été placée dans une perspective internationale. En d'autres termes, non seulement les individus, mais aussi les pays et les peuples sont invités à se considérer comme des voisins au sens biblique du terme, réalisant ainsi qu'en tant que pays ou peuple, ils sont responsables du bien-être et de la paix non seulement de leurs voisins à l'intérieur de leurs propres frontières, mais aussi des pays et des peuples « voisins ». C'est une invitation à regarder au-delà des frontières nationales, qu'elles soient anciennes ou récentes, et à se tenir aux côtés de nos voisins, à venir à leur aide, à défendre leur cause si elle est juste. En d'autres termes, une société doit assumer sa responsabilité de voisin envers ses voisins de l'autre côté de la frontière.

Ce qui nous amène au cœur de la parabole du Samaritain que Jésus a raconté à quelqu'un qui lui a demandé : « Qui est mon prochain ? ». Au lieu de répondre directement à cette question, la parabole tourne la question en une question qui engage notre responsabilité : « pour qui suis-je un voisin ? ». Lorsque les nations sont considérées non seulement comme des voisins mais aussi comme des « voisins », et que nous prenons cet enseignement de Jésus comme guide, la question se formule ainsi : « envers quelles nations notre nation veut-elle se comporter comme un voisin ? » Voilà le défi devant nous, en tant que chrétiens. Ayant vocation d'être sel de la terre, nous sommes appelés à influencer la société dans le sens de cette responsabilité.

Littérature, quelques titres

- Andrén, Mats et al. (red.). *The Cultural borders of Europe: Narratives, Concepts and Practices in the Present and the Past*. Berghahn Books, 2019. <https://doi.org/10.2307/j.ctvw04dv9>.
- Hall, Thomas D (sous direction). *A World-Systems Reader: New Perspectives on Gender, Urbanism, Cultures, Indigenous Peoples, and Ecology*. Lanham, Md., Rowman and Littlefield, 2000.
- Langer, Christian et Manuel Fernández-Götz. 'Borders and Frontiers: Contemporary and past perspectives,' in Gerd Graßhoff et Michael Meyer (sous direction), *Excellence Cluster Topoi*. Berlin, eTopoi, 2008.
- Slatta, Richard W. *Comparing cowboys and frontiers*. Norman: University of Oklahoma Press, 1997.
- Sur, Serge et al., 'Le réveil des frontières – lignes en mouvement', *Dossier de la revue Questions internationales*, n°. 79-80, mai-août 2016.